

Les jeunes et l'emploi en Afrique

— Le potentiel, le problème, la promesse —

L'Afrique compte 200 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, soit plus de 20 % de la population. Le continent connaît une croissance rapide de sa population et est entré dans une phase de lente transition démographique qui va augmenter la pression à laquelle les pays sont confrontés en termes de création d'emploi. La grande majorité des jeunes sont des ruraux qui travaillent principalement dans l'agriculture où ils représentent 65 % de l'emploi total. La jeunesse africaine ne forme toutefois pas un groupe homogène et ses perspectives d'emploi varient en fonction de plusieurs facteurs (région, sexe, niveau d'instruction, etc.), ce qui implique des interventions différenciées de la part des pouvoirs publics. Néanmoins, le jeune Africain médian est facilement identifiable : c'est une jeune femme de 18 ans et demi habitant dans une région rurale, sachant lire et écrire mais ne faisant pas d'études.

Certains faits stylisés semblent montrer que :

- Les jeunes représentent 37 % de la population en âge de travailler, mais 60 % du total des chômeurs.
- Le chômage des jeunes est beaucoup plus répandu dans les zones urbaines.
- Les jeunes ruraux ont des journées de travail plus longues et consacrent beaucoup plus de temps aux tâches domestiques.
- Les jeunes ruraux travaillant dans l'agriculture sont désavantagés par rapport à ceux qui exercent une activité non agricole.
- Les jeunes citadins ont plus de possibilités de faire des études et ils les poursuivent plus longtemps.
- Les jeunes connaissent davantage le chômage et le sous-emploi que les adultes, et sont beaucoup plus représentés qu'eux dans le secteur informel.
- Les jeunes ont plus de probabilités d'avoir des journées de travail plus longues et d'occuper des emplois intermittents ou précaires, caractérisés par une productivité et une rémunération faibles.
- Parmi les jeunes, les femmes ont des journées de travail plus longues et ont plus de probabilités de se trouver en sous-emploi ou de ne pas faire partie de la population active.
- Les jeunes commencent à travailler tôt (un quart des enfants de 5 à 14 ans travaillent), en particulier en milieu rural.
- Les jeunes migrants ont davantage de probabilités d'être au chômage ou de ne pas faire partie de la population active que leurs homologues non migrants.
- Dans la tranche d'âge des jeunes, les femmes et les ruraux sont confrontés à des difficultés encore plus importantes, particulièrement en raison des maternités précoces et du manque d'opportunités d'éducation et d'emploi.

Beaucoup de jeunes quittent la campagne pour la ville dans l'espoir d'y trouver des emplois et de meilleures conditions de travail. Mais parce que la plupart des pays ne se sont pas encore engagés sur la voie de l'industrialisation, les centres urbains ne sont pas en mesure de créer une grande masse d'emplois. Par conséquent, à court terme, seules les activités rurales, agricoles ou non, peuvent effectivement créer des emplois pour la plupart des nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Compte tenu des difficultés que rencontrent les jeunes sur les marchés de l'emploi, seul un ensemble d'actions concertées sur le long terme, couvrant un large éventail de politiques et de programmes, permettra de leur assurer un emploi. Des interventions fragmentées et isolées ne

peuvent en aucun cas déboucher sur un succès durable. Une stratégie intégrée de développement rural, de croissance et de création d'emplois représente non seulement une nécessité mais constitue de fait le fil directeur primordial qui doit guider l'action des pouvoirs publics. Cette stratégie devra couvrir les deux aspects de l'offre et de la demande du marché du travail, et tenir compte de la mobilité des jeunes vers les zones urbaines. Elle devra aussi être associée à des interventions ciblées aidant les jeunes à surmonter les handicaps qu'ils rencontrent pour entrer sur le marché du travail et s'y maintenir.

D'après un inventaire des actions entreprises pour insérer les jeunes sur le marché du travail, il semble qu'une approche globale, axée sur la fourniture de services multiples, donne de meilleurs résultats que des interventions fragmentées. En Amérique latine, les programmes Jovenes par exemple ont fait l'objet de nombreuses analyses et été salués comme une réussite pour l'aide apportée aux jeunes travailleurs des pays en développement. Ils utilisent un modèle keynésien, qui cible les jeunes économiquement défavorisés, encourage la participation du secteur privé et stimule la concurrence entre les prestataires de services de formation. Ces programmes ont permis d'améliorer le placement et la rémunération des jeunes, mais ils sont devenus particulièrement coûteux pour certains pays, qui les ont remplacés par des interventions plus modestes et plus ciblées.

L'agriculture moderne offre un potentiel très important de création d'emplois et de richesse, et peut absorber un grand nombre de jeunes candidats à la migration ou de jeunes qui font actuellement ployer les villes sous le sous-emploi. Un choix judicieux d'investissements à forte intensité de main-d'œuvre dans l'agriculture et d'autres activités rurales non agricoles peut créer des opportunités immédiates d'emplois à court terme, plus accessibles aux jeunes. Combinée à des stratégies de développement économique appropriées au niveau local, cette approche peut permettre de créer des emplois plus nombreux et plus durables. Il faut pour cela élaborer des stratégies qui rendent l'option agricole suffisamment attractive pour que les jeunes s'y engagent ; il faut en particulier réduire l'importance de l'agriculture de subsistance et promouvoir la commercialisation et les gains de productivité par l'innovation technologique et l'appui des infrastructures. En créant des emplois et en élargissant leur offre éducative, les régions rurales peuvent devenir plus attrayantes pour les jeunes travailleurs, ce qui à la longue freinera l'exode rural. Cette migration représente un problème extrêmement important et les gouvernants doivent s'efforcer de la ralentir afin d'empêcher la progression du chômage et du sous-emploi des jeunes dans les centres urbains et d'éviter que les conditions de vie ne se dégradent davantage dans les villes africaines déjà surpeuplées. Investir dans l'éducation rurale créera également des opportunités permettant aux ruraux de migrer dans de meilleures conditions et de contribuer à la croissance économique des villes.

En dehors de développer les emplois ruraux, il est nécessaire d'améliorer le cadre de l'investissement et l'environnement macroéconomique, d'encourager et soutenir l'esprit d'entreprise et le secteur informel, d'améliorer l'accès à l'éducation et à la formation, de prêter attention aux problèmes démographiques, notamment à la maternité précoce, de s'attaquer au problème des jeunes aux prises avec la violence et les conflits, et d'améliorer la situation des marchés de l'emploi. Telles sont les mesures les plus urgentes que les pouvoirs publics doivent prendre pour remédier durablement aux problèmes de l'emploi des jeunes en Afrique.